

POLITIQUE — ENQUÊTE

Argent public: comment Laurent Wauquiez arrose les siens

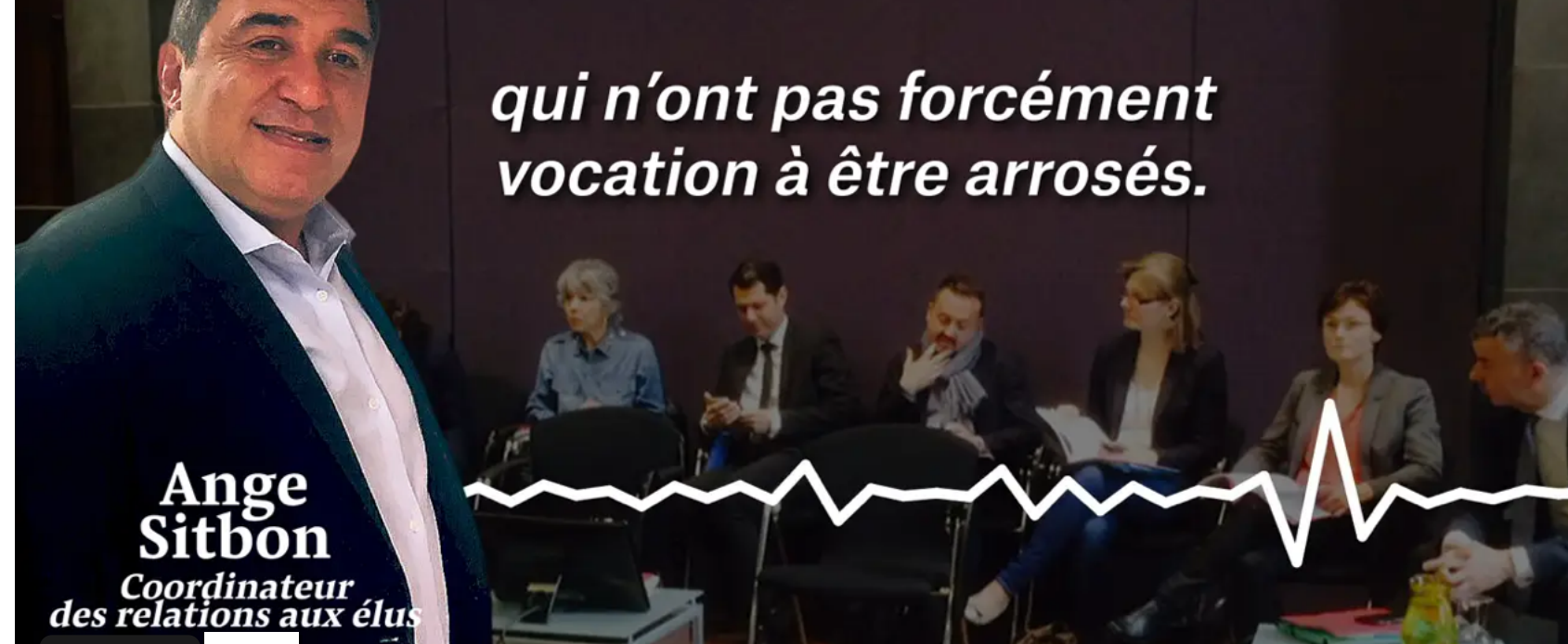
10 MARS 2021 | PAR ILYES RAMDANI ET DONATIEN HUET

À la tête de l'Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2016, Laurent Wauquiez a installé un système opaque de distribution des subventions régionales, qui bénéficie très largement aux communes de droite et de son fief de Haute-Loire. C'est ce que mettent en lumière des données chiffrées et des enregistrements d'une réunion interne révélés par Mediapart.

La réunion se tient à l'Hôtel-Dieu du Puy-au-Velay, le 4 avril 2016. Quatre mois plus tôt, Laurent Wauquiez a été élu président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce jour-là, dans son fief de Haute-Loire, dont il a été maire de 2008 à 2016, il réunit sa nouvelle majorité pour un séminaire destiné à fixer la feuille de route de la mandature.

Selon des enregistrements sonores que s'est procurés Mediapart, Laurent Wauquiez y présente ce jour-là une méthode : l'utilisation des fonds publics de la Région (3 à 5 milliards d'euros par an) pour favoriser l'implantation locale de la droite et, *in fine*, sa réélection.

À ses côtés, Ange Sitbon. Ancien cadre du parti Les Républicains (LR), ce spécialiste de la carte électorale vient de rejoindre le conseil régional. Il y occupe un rôle flou mais central dans le système Wauquiez – nous y reviendrons. C'est lui qui résume la méthode présentée ce jour-là aux quelque 112 nouveaux élus : « *Il y a des territoires, par rapport aux priorités que peut avoir la majorité, qui n'ont pas forcément vocation à être arrosés.* »



© Réalisation : Arnel Baudet et Pascale Pascariello

Le sous-texte est limpide : les subventions régionales doivent aller en priorité aux collectivités de droite ou, à défaut, à des collectivités que la droite veut conquérir. La phrase suscite des réactions dans l'assemblée. Laurent Wauquiez reprend alors la parole, dans un rire gêné : « *Ange vous l'a fait en brut de décoffrage, Juliette a failli s'évanouir.* » Juliette, c'est Juliette Jarry, sa nouvelle vice-présidente au numérique, une chef d'entreprise dont c'est la première expérience politique.

Pendant plusieurs dizaines de minutes, Laurent Wauquiez et Ange Sitbon décryptent les résultats des élections régionales. Tout y passe : les difficultés dans le sud de l'Isère, « *le trou de Grenoble* », le bon report des voix du Front national au second tour (« *15 à 20 %* ») auraient choisi la liste de droite malgré la qualification du FN)... Et la méthode décrite plus haut est rapidement déclinée en illustrations concrètes.

« *On a une problématique lourde à Villeurbanne* », explique par exemple Laurent Wauquiez. La liste de gauche emmenée par Jean-Jacques Queyranne (le président sortant de la Région Rhône-Alpes) y a rafilé 52 % des voix au second tour, loin devant celle du nouveau président (32 %). Ange Sitbon résume le constat : « *Même si on avait adopté une stratégie d'être peu présent sur Villeurbanne de façon à ne pas réveiller l'électorat, il n'empêche que ce n'est pas acceptable d'avoir plus de 7 000 voix de retard sur la ville.* »



© Réalisation : Arnel Baudet et Pascale Pascariello

C'est à ce moment-là que Laurent Wauquiez enchaîne et lie directement le résultat du scrutin et l'action à venir de la majorité régionale sur ce territoire. « *Le problème, c'est que je n'ai pas trop les équations*, explique le nouveau président de région. *Parce qu'en même temps, on n'a pas forcément l'intention d'arroser Villeurbanne, qui a été arrosée de façon déliante sous le mandat de Queyranne. Donc il va falloir qu'on trouve une bonne méthode de travail, là-bas.* »

Cette « *méthode de travail* », Laurent Wauquiez en a posé les jalons dès son arrivée à la tête de la deuxième région de France. Elle repose sur un principe qu'on pourrait résumer ainsi : toutes les subventions de la région doivent passer au filtre politique. Pour cela, la nouvelle Région Auvergne-Rhône-Alpes, enfant d'une fusion, a dû s'habituer à un fonctionnement inédit.

Les conseillers régionaux de la majorité se sont vu pour beaucoup attribuer la responsabilité d'un territoire. Un rôle nouveau de conseiller régional « référent » par lequel transitent les projets d'aménagement des municipalités qui sollicitent l'aide de la Région. « *Une réserve parlementaire déguisée* », dénonçait l'élu socialiste Philippe Reynaud à nos confrères de [Mediacités Lyon](#) en 2017.

En juillet dernier, le conseiller régional de droite Philippe Langenieux-Villard écrivait par exemple sur sa page Facebook : « *Je vais disposer d'un peu plus de 500 000 euros supplémentaires pour aider les investissements des communes du Grésivaudan [une vallée de l'Isère – ndlr]. Un soutien pour accompagner les nouveaux (et anciens) maires au moment du vote de leurs budgets.* »

Philippe Langenieux Villard 7 h ·

A la suite de l'assemblée plénière de la région, je vais disposer d'un peu plus de 500 000 euros supplémentaires pour aider les investissements des communes du Grésivaudan. Un soutien pour accompagner les nouveaux (et anciens) maires au moment du vote de leurs budgets.

J'aime Commenter Partager

38

© Capture d'écran Facebook

Ce ne sont toutefois ni les élus référents, ni les fonctionnaires des différents services de la région qui ont le dernier mot sur la répartition des subventions. Le cœur du pouvoir se situe à Lyon, dans le bureau d'un homme, qui jouxte celui du président : Ange Sitbon. Officiellement, ce dernier a été embauché comme coordinateur de la délégation générale à la « relation aux élus et aux territoires ». Un poste parmi d'autres au sein d'une administration régionale qui compte 96 autres chefs de service.

Officieusement, Ange Sitbon est un pilier de la Région, un très proche de Laurent Wauquiez. Un de ses cinq agents les mieux payés, aussi : 9 000 euros par mois. Dans un rapport publié à l'automne 2019, la Chambre régionale des comptes jugeait sévèrement la situation « *atypique* » d'Ange Sitbon et prévenait la Région que son salaire pourrait être jugé « *disproportionné* » par la justice.

« *Une prise de guerre, ça se paie* », justifiait un proche de Laurent Wauquiez dans [La Montagne en 2019](#). Et Ange Sitbon est incontestablement une belle prise : chargé des élections pendant dix ans au siège de l'UMP (devenue LR), il est considéré comme un des meilleurs spécialistes français de la carte électorale. « *Ange est vraiment très doué là-dessus* », glisse d'ailleurs Laurent Wauquiez à ce fameux séminaire.

À l'Hôtel de Région, son importance est capitale, comme le racontait Mediapart dès 2017. Un témoin nous résume ce que tous nos interlocuteurs décrivent : « *Tout passe par lui.* » Depuis 2016, les subventions et les investissements les plus importants transitent par cette singulière délégation générale. Les élus de l'exécutif ont pris l'habitude de lire, dans les documents internes que le cabinet du président leur fournit, des annotations signées « AS ».

Dès le fameux séminaire d'avril 2016, Laurent Wauquiez esquisse les contours du rôle de ce préfet de l'ombre. Ange Sitbon sera chargé de mettre en musique la politique régionale à la lumière de ce qu'il connaît le mieux : les résultats de la dernière élection, la perspective des prochains scrutins et l'obsession de faire progresser l'ancrage de la droite locale.

Et le conseil régional a de quoi faire : deuxième collectivité de France, l'Auvergne-Rhône-Alpes dispose d'un budget qui avoisine aujourd'hui les 5 milliards d'euros annuels. Elle a des compétences propres, comme le développement économique, les transports ou l'entretien des lycées. Mais elle fait aussi office de guichet financier et distribue des millions d'euros tous les ans aux collectivités, aux entreprises, aux associations... Elle a lancé en ce sens un certain nombre de labels : les contrats ambition région, les pactes régionaux ou le bonus ruralité – tous destinés à financer les projets des collectivités.

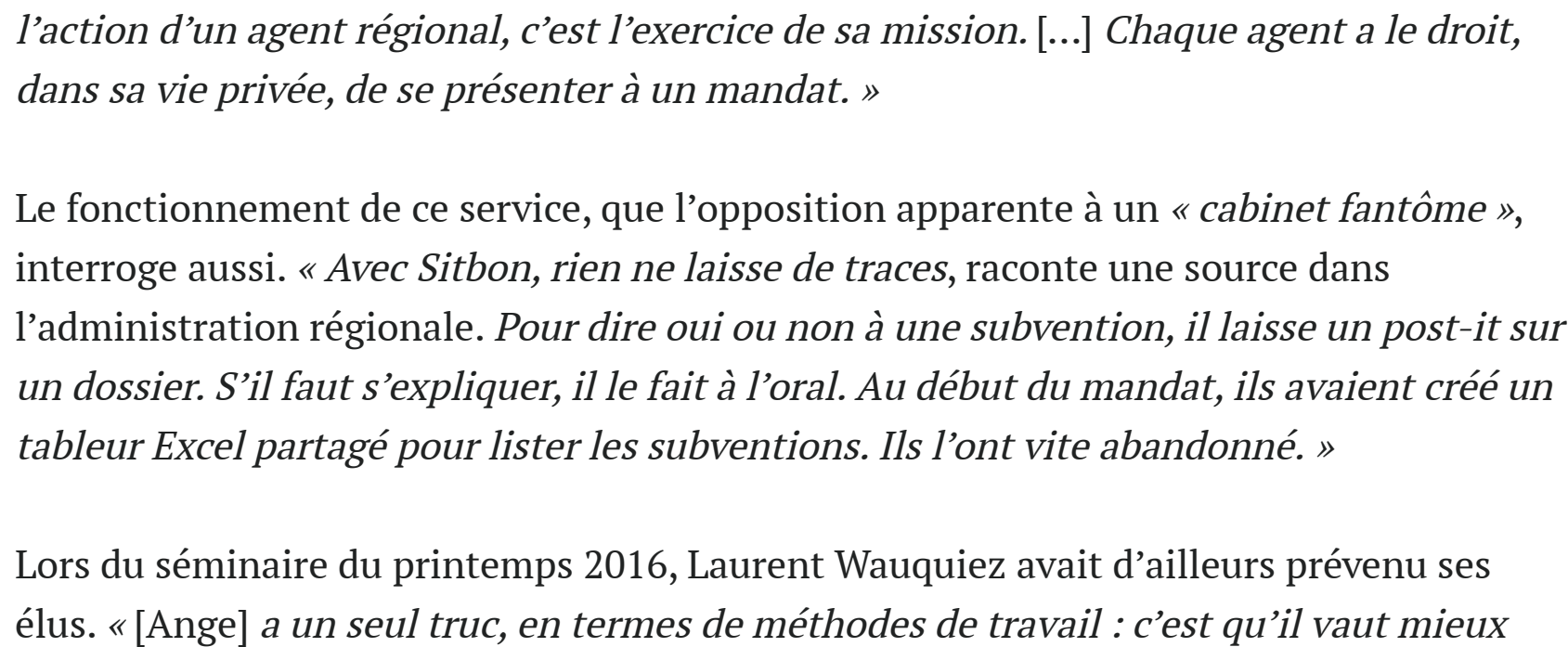
Pour chapeauter tout cela, Ange Sitbon s'est entouré d'une demi-douzaine de collaborateurs, recrutés en tant que contractuels. Une situation peu commune alors que la loi oblige les collectivités à prioriser le recrutement de fonctionnaires. Autour du « *délégué général* » travaillent aujourd'hui, selon nos informations, trois secrétaires (dont l'une est adjointe au maire de droite de Saint-Didier-en-Velay, en Haute-Loire) et six chargés de mission, dont au moins cinq ont un profil très politique :

- Aurane Reihanian, le président des Jeunes Républicains (le mouvement de jeunesse de LR), ancien attaché parlementaire puis conseiller sécurité de Laurent Wauquiez
- Nicolas Pauzie, délégué régional des Jeunes Républicains, ancien communicant de Laurent Wauquiez
- Grégory Sansoz, délégué LR dans le Rhône et référent local de la « Droite sociale », le mouvement de Laurent Wauquiez
- Maryll Guilloteau, adjointe au maire LR du 2^e arrondissement de Lyon et fille de Christophe Guilloteau, le président LR du conseil départemental du Rhône
- Romain Lefebvre, président de la fédération LR de l'Allier, adjoint au maire LR de Montluçon

Sollicité par Mediapart, le cabinet de Laurent Wauquiez rétorque : « *Ce qui compte dans l'action d'un agent régional, c'est l'exercice de sa mission. [...] Chaque agent a le droit, dans sa vie privée, de se présenter à un mandat.* »

Le fonctionnement de ce service, que l'opposition apparente à un « *cabinet fantôme* », interroge aussi. « *Ange Sitbon, rien ne laisse de traces*, raconte une source dans l'administration régionale. *Pour dire oui ou non à une subvention, il laisse un post-it sur un dossier. S'il faut s'expliquer, il le fait à l'oral. Au début du mandat, ils avaient créé un tableur Excel partagé pour lister les subventions. Ils l'ont vite abandonné.* »

Lors du séminaire du printemps 2016, Laurent Wauquiez avait d'ailleurs prévenu ses élus. « *[Ange] a un seul truc, en termes de méthodes de travail : c'est qu'il vaut mieux aller discuter avec lui dans son bureau, expliquait le président de LR. Qu'il ne rajoute pas de faire des notes écrites.* » L'intéressé confirme et précise : « *C'est surtout qu'en matière de stratégie, je le dis très clairement, il y a des choses qu'on n'écrit pas.* »



© Réalisation : Arnel Baudet et Pascale Pascariello

Fin décembre, l'AFP révèle que le Parquet national d'Anticor (PNF) avait ouvert en septembre 2020 une enquête après un signalement d'Anticor au parquet de Lyon. Selon les informations de Mediapart, cette enquête porte bien sur la « cellule Sitbon » et vise des faits présumés de détournement de fonds publics.

Sollicité, l'entourage de Laurent Wauquiez indique que la Région « *ne dispose d'aucune information* » sur l'enquête du PNF et « *attend sereinement ses suites éventuelles* ». Quant aux propos tenus au Puy-en-Velay, le cabinet du président évacue : « *Aucune des questions que vous évoquez ne contrevient à la loi.* » L'intégralité des réponses de Laurent Wauquiez est à retrouver [sous l'onglet « Prolonger »](#).

FAVORI Partager

RECOMMANDER Tweet

IMPRIMER Offrir

ARTICLE EN PDF

MOTS-CLÉS

ANGE SITBON • AUVERGNE-RHÔNE-ALPES • ÉLECTIONS RÉGIONALES • LAURENT WAUQUIEZ • LES RÉPUBLICAINS

DERNIERS ARTICLES

Fin du procès Bygmalion: Sarkozy sera fixé en septembre
PAR MICHEL DELÉAN

Lubrizon : un rapport pointe les risques sanitaires liés à l'incendie
PAR MANUEL SANSON (LE POULPE)

Affaire Mila : un procès pour cyberharcèlement en guise de débat de société
PAR CAMILLE POLLONI

Macron, Président Soleil d'un monde parallèle
PAR FRANÇOIS BONNET

Abstention à Creil : « On a appris à se débrouiller seuls »
PAR CÉLIA MEBROUKINE ET YOUNI KEZZOUF

DU MÊME AUTEUR

Départementales : une abstention record, des équilibres stables
PAR MATHILDE GOANEZ ET ILYES RAMDANI

Régionales : « L'ancien monde » persiste et ne dit rien de 2022
PAR FABIEN ESCALONA ET DONATIEN HUET

À droite, LR sourit et évite le piège macroniste
PAR ILYES RAMDANI

La régionalisation à la française, un processus encore bloqué
PAR ILYES RAMDANI

Diaboliser, banaliser, imiter : le casse-tête des droites face au RN
PAR ILYES RAMDANI ET ELLEN SALVI

MULTIMÉDIAS

PODCAST
Face au macronisme, LR se bat pour exister
PAR FABIEN ESCALONA

PODCAST
A Tarbes, le maire ne sera jugé qu'au lendemain des municipales
PAR ANTON ROUGET

PODCAST
LR et UDI: la fracture à moins que...
PAR HUBERT HUERTAS

DANS LE CLUB

Elections : les classes supérieures bêtement solidaires du 1% qui les menace
14 AVR. 2021 | PAR PATRICK CAHEZ

"Défection et prise de parole" par Albert O. Hirschman
10 JUIN 2019 | PAR PATRICK CAHEZ

Ciotti a la scoumoune.
9 JUIN 2019 | PAR FIGANAS

AUJOURD'HUI

LA LUNE

Macron, Président Soleil d'un monde parallèle
PAR FRANÇOIS BONNET

EDF : au bon plaisir du président
PAR MARTINE ORANGE

Affaire Mila : un procès pour cyberharcèlement en guise de débat de société
PAR CAMILLE POLLONI

Procès Bygmalion: Sarkozy fixé en septembre
PAR MICHEL DELÉAN

Notre série : le procès Bygmalion
PAR MICHEL DELÉAN

Jean-Michel Baylet, ou l'indifférence
PAR LENAIG BREDDOUX

Au département de l'Hérault, les femmes dans le viseur
PAR PRISCA BORREL

Lubrizon : un rapport pointe les risques sanitaires liés à l'incendie
PAR MANUEL SANSON (LE POULPE)

Europe 1 : le danger Bolloré, la complicité publique
PAR LAURENT MAUDUIT

Ninon Lagarde (Tous élus) : « La jeunesse ne se sent pas faire partie de la société »
PAR A L'AIR LIBRE

1 • 2 | LECTURE SUR UNE PAGE | 115 COMMENTAIRES | PROLONGER | A + A -

FAVORI RECOMMANDER IMPRIMER ARTICLE EN PDF Partager Tweet Offrir

BOITE NOIRE Le budget de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à plusieurs milliards d'euros (4,8 en 2021). Chaque année, le conseil régional octroie des aides et des subventions aux communes de son territoire mais aussi à des entreprises, à des associations, à des universités, à des centres de formation, à des établissements culturels...

Aussi avons-nous choisi de sélectionner un indicateur, le plus parlant politiquement selon nous : les subventions aux communes. Elles représentent à elles seules plusieurs dizaines de millions d'euros par an. Notre deuxième choix a été de ne retenir que trois budgets sur les cinq votés lors du mandat : parce que les orientations budgétaires 2016 étaient encore partiellement héritées de la mandature précédente et que le compte administratif 2020 n'a pas été publié, nous avons sélectionné les années 2017, 2018 et 2019 en estimant qu'elles étaient les plus significatives.

Laurent Wauquiez a été sollicité par l'entremise de son cabinet. Nous lui avons envoyé une série de questions par mail, dont les réponses intégrales sont à retrouver sous l'onglet « Prolonger ».

RECEVEZ CHAQUE JOUR LES TITRES À LA UNE **Je m'inscris** SUIVEZ-NOUS

LE JOURNAL International France Économie Culture Dossiers Journal imprimé
LE STUDIO Vidéos Podcasts Documentaires Portfolios Panoramiques
LE CLUB Depuis 48 heures Les éditions Les blogs Les légendes La Charte Participez

À PROPOS Qui sommes-nous ? Besoin d'aide ? Nous contacter Plan du site Recrutement Frenchleaks

Mentions légales Charte de déontologie Charte de participation CGV Confidentialité Gestion des cookies

POLITIQUE — ENQUÊTE

Argent public: comment Laurent Wauquiez arrose les siens

10 MARS 2021 | PAR ILYES RAMDANI ET DONATIEN HUET

1 • 2 | LECTURE SUR UNE PAGE | 115 COMMENTAIRES | PROLONGER | A+ A-

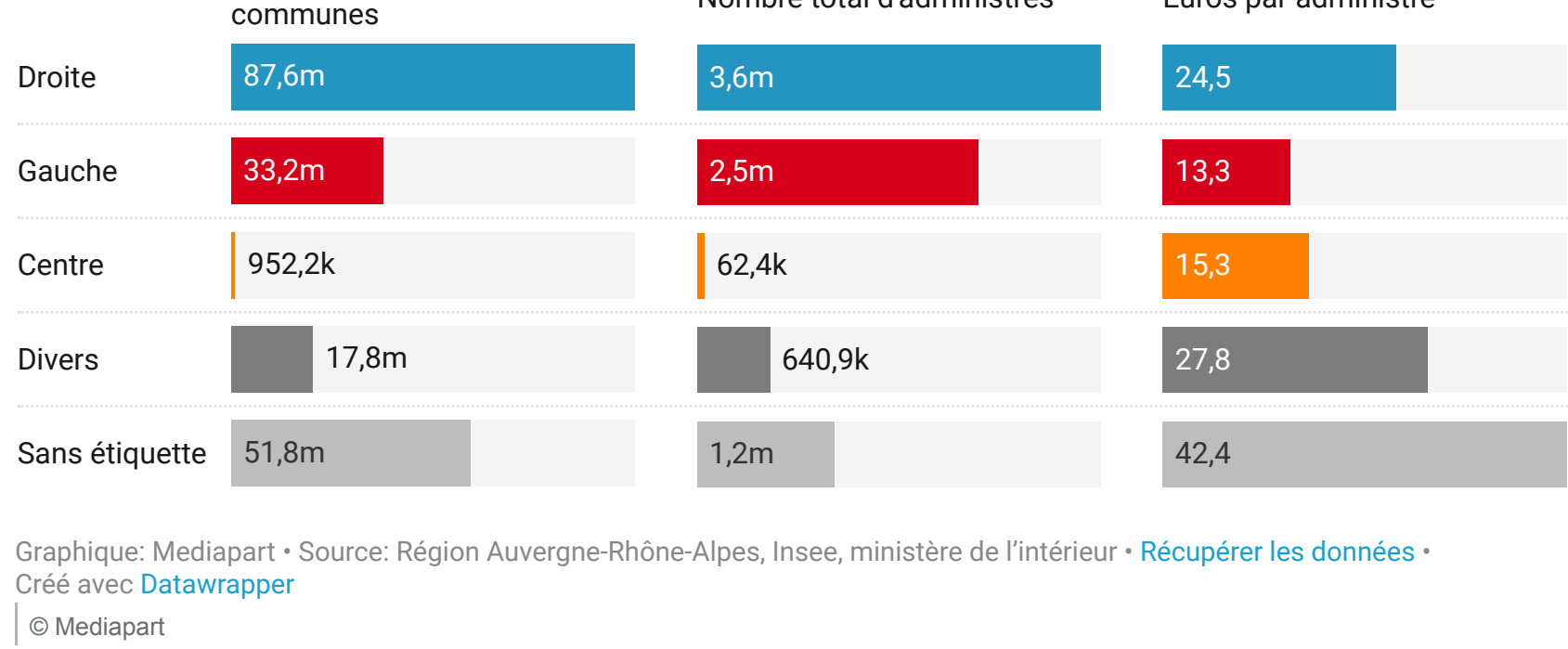
Un soupçon d'électoratisme

Près de cinq ans après, la méthode présentée lors de ce séminaire s'est largement traduite en actes. Mediapart a épluché les **comptes administratifs** de la Région et comptabilisé l'intégralité des subventions – 191 millions d'euros – directement attribuées à près de 2 400 communes en 2017, 2018 et 2019 (*lire notre Boîte noire*).

Ce qu'il en ressort est éloquent. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'habitant d'une commune dirigée par la droite a reçu en moyenne 24,5 euros de la Région entre 2017 et 2019 – c'est près de deux fois plus qu'un habitant d'une commune de gauche (13,3 euros).

La région Auvergne-Rhône-Alpes attribue près de trois fois plus de subventions aux communes administrées par la droite qu'à celles gérées par la gauche

Sont prises en compte les nuances politiques des majorités municipales élues pour la mandature 2014-2020. Les communes « sans étiquette » correspondent à celles de moins de 1 000 habitants.



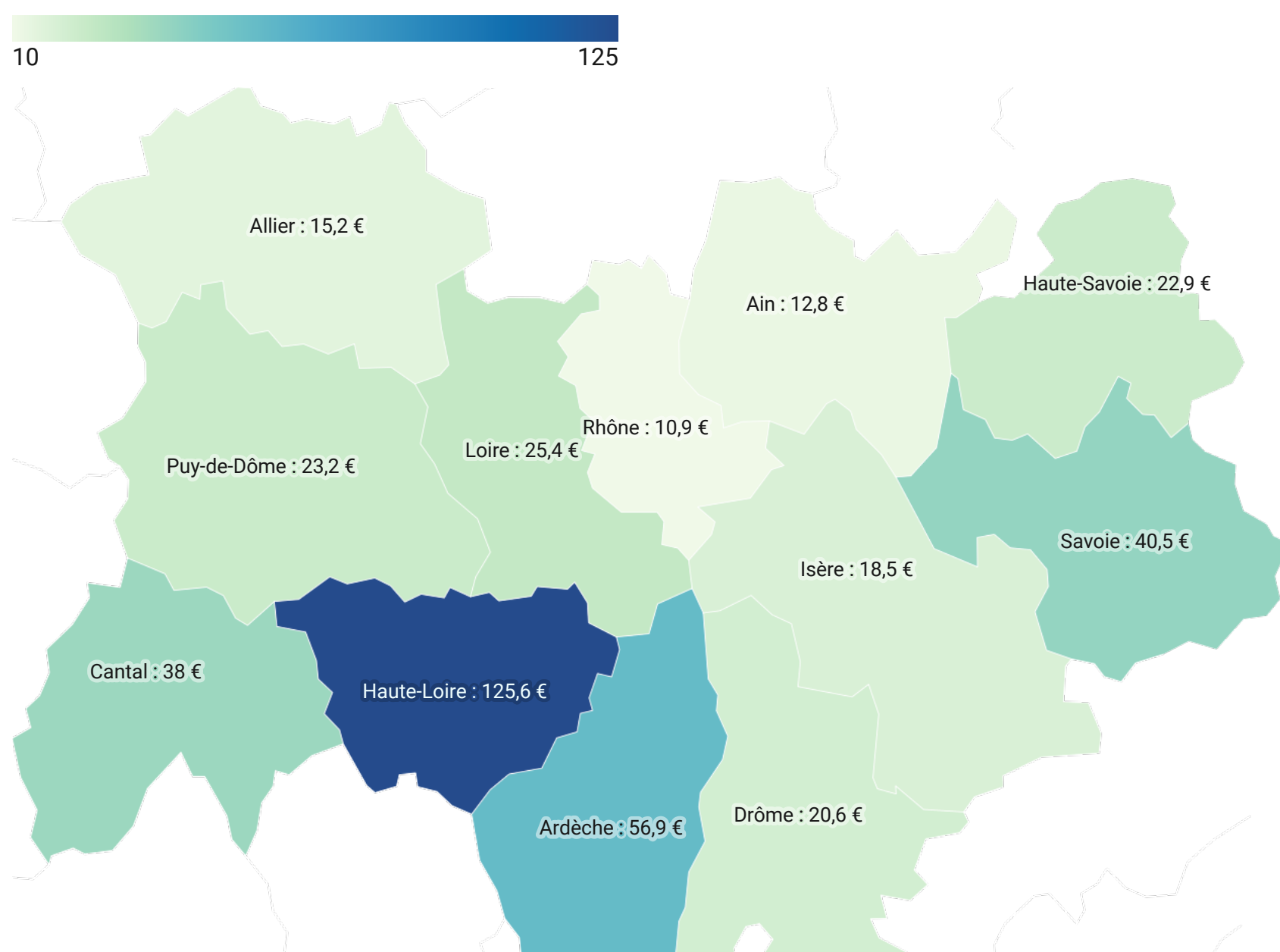
Graphique: Mediapart • Source: Région Auvergne-Rhône-Alpes, Insee, ministère de l'intérieur • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

© Mediapart

L'exemple de la Haute-Loire est tout aussi saisissant. Dans le fief de Laurent Wauquiez, les villes et villages ont reçu 28,6 millions d'euros. C'est le département le mieux traité par le conseil régional. Et de loin : la moyenne par habitant culmine à 125,6 euros. C'est plus que le double du deuxième département au classement, l'Ardèche (56,9 euros), cinq fois plus que la dixième des départements (23,9 euros) et dix fois plus que le Rhône, dont les communes sont les moins bien considérées de la Région (10,9 euros).

Les administrés des communes de Haute-Loire touchent en moyenne cinq fois plus d'argent de la région que ceux des communes versées aux communes d'Auvergne-Rhône-Alpes

Subventions versées aux communes par département, exprimées en euros par habitant (moyenne : 23,9 €).



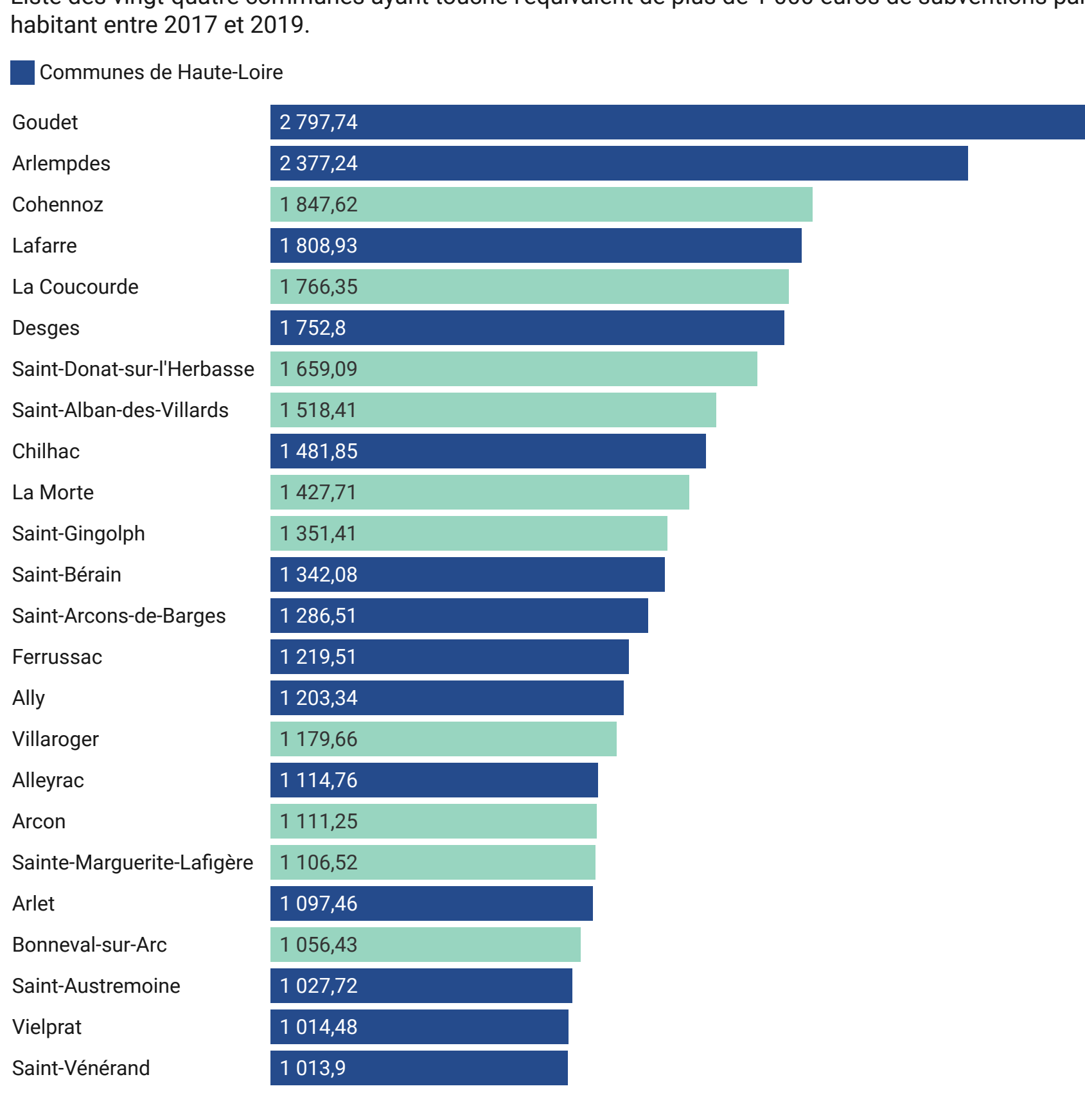
Carte: Mediapart • Source: Région Auvergne-Rhône-Alpes, Insee • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Surveillez les départements pour en savoir plus. © Mediapart

Autre fait notable : parmi les vingt-quatre communes ayant bénéficié de l'équivalent de plus de 1 000 euros par administré, quatorze sont localisées... en Haute-Loire. Un certain nombre d'entre elles étant des petites villes ou des villages... La Région, elle, revendique son « soutien très fort à la ruralité », « dans une exigence de rééquilibrage par rapport aux précédents mandats ». « Non seulement c'est délibéré, mais c'est un engagement de campagne de soutenir les petites communes rurales » jusqu'aux « délaissées », ajoute l'entourage de Laurent Wauquiez.

Plus de la moitié des communes les plus soutenues par la région Auvergne-Rhône-Alpes sont situées en Haute-Loire

Liste des vingt-quatre communes ayant touché l'équivalent de plus de 1 000 euros de subventions par habitant entre 2017 et 2019.



Graphique: Mediapart • Source: Région Auvergne-Rhône-Alpes, Insee • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

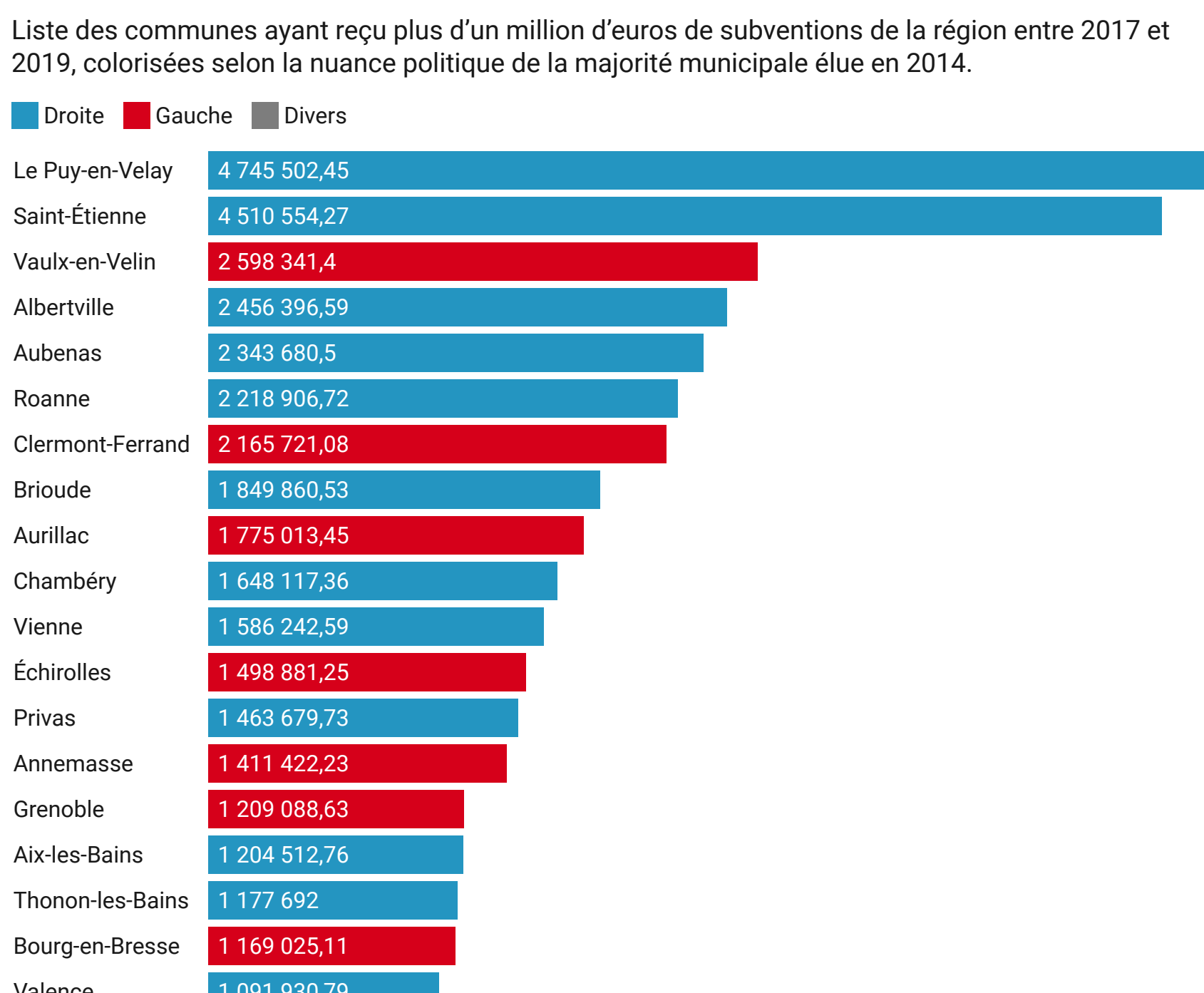
© Mediapart

Dans d'autres volets budgétaires, la Région a aussi choisi de financer intégralement le contournement de la route nationale 88, un serpent de mer censé désenclaver la Haute-Loire et combattu de longue date par les militants écologistes. Alors que l'État, dont c'est la compétence, rechignait à se positionner, Laurent Wauquiez a souhaité que le conseil régional finance la quasi-totalité de ce projet, pour 226 millions d'euros. Un « projet historique pour la Haute-Loire », s'est-il lui-même félicité.

À elle seule, la commune du Puy-en-Velay, dont Laurent Wauquiez a été maire de 2008 à 2016, a reçu 4,7 millions d'euros de la Région en trois ans. En additionnant tous les types de financements régionaux (dont ceux aux associations et aux entreprises) depuis le début du mandat, l'opposition socialiste assure même que le chiffre grimpe à 119 millions d'euros. Elle y a consacré un outil en ligne, le « **subventionnètre** », censé prouver « la politique clientéliste » de Laurent Wauquiez.

Fief de Laurent Wauquiez, Le Puy-en-Velay est la commune la mieux dotée de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Liste des communes ayant reçu plus d'un million d'euros de subventions de la région entre 2017 et 2019, colorisées selon la nuance politique de la majorité municipale élue en 2014.



Graphique: Mediapart • Source: Région Auvergne-Rhône-Alpes, ministère de l'intérieur • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

© Mediapart

À l'inverse, Villeurbanne n'a pas beaucoup vu les jolis panneaux bleus du conseil régional. En 2016, Laurent Wauquiez disait ne pas avoir « l'intention d'arroser » la commune populaire du Rhône, socialiste depuis l'après-guerre. Il a joint les actes à la parole. Selon le comptage de Mediapart, Villeurbanne et ses 150 000 habitants n'ont reçu qu'une seule subvention directe sur les trois budgets étudiés par Mediapart – 24 000 euros pour un projet dénommé « Lieux secrets ».

Le maire PS de la ville, Cédric Van Styvendael, confirme sous forme de litote : « On n'est pas sous les robinets de la Région. Sous cette mandature, peu de subsides arrivent sur notre territoire. » Élu en juin 2020, l'édile prend des pincettes, explique qu'il attend de lire notre article et fait exception de la culture, saluant le travail de la vice-présidente du secteur, Florence Verney-Carron. Mais son récit dit beaucoup : « Je n'ai jamais eu le moindre contact avec les équipes de la Région depuis mon élection », résume-t-il.

Au vu des éléments que nous publions, il explique : « *J'en suis profondément navré et choqué. Si c'était avéré, il faudrait que Laurent Wauquiez en rende compte. Évidemment, ça me choque en tant que maire et en tant que citoyen.* »

Interrogé sur les phrases prononcées en 2016, le cabinet de Laurent Wauquiez n'a pas souhaité faire de commentaires, mais contredit Cédric Van Styvendael : « *Villeurbanne a bénéficié de soutiens économiques extrêmement importants de la part de la Région.* » À l'appui, la Région cite le chiffre de 88 millions d'euros en cinq ans – il cumule toutes les politiques régionales qui touchent le territoire, des prêts aux entreprises à la politique culturelle en passant par le financement des lycées.

LIRE AUSSI

- En Auvergne-Rhône-Alpes, la région éreintée par la méthode Wauquiez
 PAR ILYES RAMDANI
- Le coûteux « monsieur élections » de Laurent Wauquiez
 PAR LUCIE DELAPORTE
- Wauquiez, roitelet en sa région: la hache et le spectacle
 PAR LUCIE DELAPORTE
- Un tribunal face aux «abus de pouvoir» de Laurent Wauquiez
 PAR LUCIE DELAPORTE

La répartition des fonds régionaux n'est pas toujours une conséquence binaire des clivages gauche-droite. Il s'agit parfois de reconquérir des territoires. Alors que la droite dirigeait depuis 2014 la majorité des villes du département de l'Ardèche (24 sur 33), Laurent Wauquiez a été battu par son opposant socialiste au second tour des régionales (39,5 % contre 56,9 %, le FN arrivant troisième).

Alors, pendant tout son mandat, la Région a massivement financé les communes ardéchoises. Après la Haute-Loire, le département a été le deuxième réceptacle des subventions régionales (avec 56,9 euros par habitant en moyenne). Les robinets ont fonctionné à plein régime : 800 000 euros pour un complexe culturel à Roiffeux, 677 000 euros à Aubenas, 500 000 euros à Bourg-Saint-Andéol, 447 000 euros pour la école à Ucel...

Sollicitée pour commenter ces chiffres, la présidence de la Région dément formellement le « déséquilibre » constaté. « Cette affirmation est fautive », nous explique-t-on dans l'entourage de Laurent Wauquiez. « Sur l'ensemble du mandat qui s'achève, les politiques de subvention sont équilibrées » et « sans lien avec l'appartenance politique des élus ».

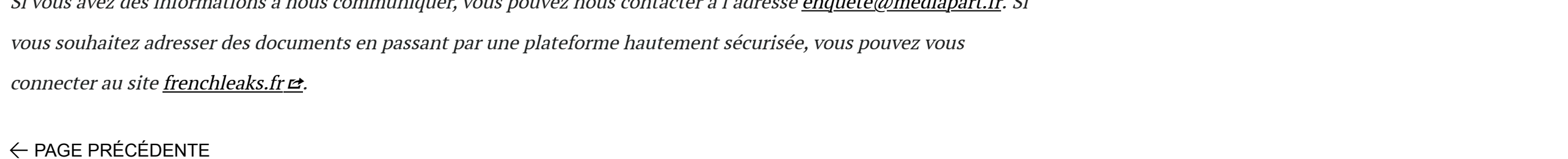
S'il n'est pas encore officiellement candidat, Laurent Wauquiez devrait briguer un second mandat à la tête de la deuxième région de France, les 13 et 20 juin prochains. En attendant mieux ? Certains de ses plus proches, comme l'eurodéputé LR Brice Hortefeux, l'imaginent déjà en candidat de la droite pour la prochaine élection présidentielle.

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr.

← PAGE PRÉCÉDENTE

1 • 2 | LECTURE SUR UNE PAGE | 115 COMMENTAIRES | PROLONGER | A+ A-

FAVORI RECOMMANDER IMPRIMER ARTICLE EN PDF Partager Tweet Offrir



Le budget de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à plusieurs milliards d'euros (4,8 en 2021). Chaque année, le conseil régional octroie des aides et des subventions aux communes de son territoire mais aussi à des entreprises, à des associations, à des universités, à des centres de formation, à des établissements culturels...

Aussi avons-nous choisi de sélectionner un indicateur, le plus parlant politiquement selon nous : les subventions aux communes. Elles représentent à elles seules plusieurs dizaines de millions d'euros par an. Notre deuxième choix a été de ne retenir que trois budgets sur les cinq votés lors du mandat : parce que les orientations budgétaires 2016 étaient encore partiellement héritées de la mandature précédente et que le compte administratif 2020 n'a pas été publié, nous avons sélectionné les années 2017, 2018 et 2019 en estimant qu'elles étaient les plus significatives.

Laurent Wauquiez a été sollicité par l'entremise de son cabinet. Nous lui avons envoyé une série de questions par mail, dont les réponses intégrales sont à retrouver sous l'onglet « Prolonger ».

MOTS-CLÉS

ANGE SITON • AUVERGNE-RHÔNE-ALPES • ÉLECTIONS RÉGIONALES • LAURENT WAUQUIEZ • LES RÉPUBLICAINS

DERNIERS ARTICLES

Face au variant Delta, le tracera sera décisif
 PAR CAROLINE COQ-CHODORGE

Du matériel français pour les dictatures : la justice prononce plusieurs mises en examen pour « compllicité d'actes de torture »
 PAR FABRICE ARFI ET PIERRE ALONSO

Le passe sanitaire déjà étendu aux discothèques
 PAR JÉRÔME HOURDEAUX

Fin du procès Bygmalion: Sarkozy sera fixé en septembre
 PAR MICHEL DELÉAN

Lubrizon : un rapport pointe les risques sanitaires liés à l'incendie
 PAR MANUEL SANSON (LE POULPE)

DU MÊME AUTEUR

Départementales : une abstention record, des équilibres stables
 PAR MATHILDE GOANEC ET ILYES RAMDANI

Régionales : « l'ancien monde » persiste et ne dit rien de 2022
 PAR FABRIEN ESCALONA ET DONATIEN HUET

À droite, LR sourit et évite le piège macroniste
 PAR ILYES RAMDANI

La régionalisation à la française, un processus encore bloqué
 PAR ILYES RAMDANI

Diaboliser, banaliser, imiter : le casse-tête des droites face au RN
 PAR ILYES RAMDANI ET ELLEN SALVI

MULTIMÉDIAS

PODCAST
 Face au macronisme, LR se bat pour exister
 PAR FRANÇOIS ESCALONA

PODCAST
 A Tarbes, le maire ne sera jugé qu'au lendemain des municipales
 PAR ANTON ROUGET

PODCAST
 LR et UDI: la fracture à moins que...
 PAR HUBERT HUERTAS

DANS LE CLUB

Élections : les classes supérieures bêtement solidaires du 1% qui les menace
 14 AVR. 2021 | PAR PATRICK CAHEZ

« Défection et prise de parole » par Albert O. Hirschman
 10 JUIN 2019 | PAR PATRICK CAHEZ

Ciotti à la scoumoune.
 9 JUIN 2019 | PAR FICANAS

AUJOURD'HUI

LA UNE

Macron, Président Soleil d'un monde parallèle
 PAR FRANÇOIS BONNET

EDF : au bon plaisir du président
 PAR MARTINE ORANGE

Affaire Mila : un procès pour cyberharcèlement en guise de débat de société
 PAR CAMILLE POLLONI

Procès Bygmalion: Sarkozy fixé en septembre
 PAR MICHEL DELÉAN

Notre série : le procès Bygmalion
 PAR MICHEL DELÉAN

Jean-Michel Baylet, ou l'indifférence
 PAR LENAG BREDOUX

Au département de l'Hérault, les femmes dans le viseur
 PAR PRISCAB BORREL

Lubrizon : un rapport pointe les risques sanitaires liés à l'incendie
 PAR MANUEL SANSON (LE POULPE)

Europe 1 : le danger Bolloré, la complicité publique
 PAR LAURENT MAUDUIT

Ninon Lagarde (Tous élus) : « La jeunesse ne se sent pas faire partie de la société »
 PAR À L'AIR LIBRE